

Questions orales

Ils ont maintes fois fait passer la stratégie politique avant la procédure parlementaire et n'ont montré aucun respect pour la Chambre.

• (1430)

Ils semblent penser que les sondages leur donnent toute latitude pour agir à leur guise. J'ai du nouveau à annoncer à ce gouvernement enclin à provoquer des fuites. Les députés réformistes en ont assez de son arrogance, et les Canadiens comment à en avoir assez eux aussi.

Le gouvernement fera-t-il enquête sur ce processus de communication des propositions et des rapports avant même leur dépôt à la Chambre? Prendra-t-il les mesures appropriées et nécessaires?

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je crois qu'il y a un malentendu. La plupart des questions dont faisaient état les journaux d'aujourd'hui ont fait l'objet de débats et de discussions sur diverses tribunes pendant plusieurs mois. À bien des égards, nous voyons aujourd'hui l'aboutissement de plusieurs mois de consultation, de discussion et de réflexion auxquelles les députés se sont livrés aussi bien entre eux qu'ici à la Chambre.

Je sais que le député se préoccupe de ce document parce qu'il en reconnaît l'importance stratégique. J'espère, pour cette raison, qu'il profitera de l'occasion pour lire et étudier le document et faire d'autres suggestions. Je crois que le document a un rôle important à jouer dans le dévoilement graduel d'une politique active du gouvernement touchant le développement économique du Canada.

* * *

[Français]

LA RÉFORME DES PROGRAMMES SOCIAUX

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Développement des ressources humaines.

Plus de deux mois après le dépôt de son document de travail sur la réforme des programmes sociaux, et à deux semaines de la fin des consultations publiques, le ministre a déposé seulement quatre des neuf documents techniques qui doivent préciser les orientations de son projet. Ce retard laisse craindre le pire, notamment en matière d'éducation et d'aide sociale.

Vu l'urgence de transmettre à la population toutes les informations pertinentes afin de permettre un véritable débat sur cette réforme qui touchera directement des millions de Québécois et de Canadiens, comment le ministre justifie-t-il ce retard?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.): Monsieur le Président, je crois que le reste des documents sera rendu public d'ici dix jours.

[Français]

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, le ministre ne convient-il pas que ce retard, ainsi que l'insuffisance des informations transmises par les documents déjà déposés, tel que souligné par le vérificateur général, sont causés par le fait que le ministre s'est lancé à l'aveuglette dans une réforme guidée uniquement par les coupures imposées par le ministre des Finances?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.): Peut-être, monsieur le Président, mais je viens tout juste de prendre connaissance d'un important sondage mené à l'échelle nationale la semaine dernière. D'après ce sondage, 96 p. 100 des Canadiens croient qu'il faut modifier en profondeur les programmes sociaux. Se pourrait-il que la députée ne comprenne pas que 96 p. 100 des Canadiens appuient notre démarche?

* * *

LES DÉPENSES PUBLIQUES

M. Werner Schmidt (Okanagan-Centre, Réf.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie. Il semble que la stratégie industrielle consiste à déplacer des fonds, pas à réduire les dépenses. Ce matin, le ministre de l'Industrie a pourtant déclaré à l'émission «Canada A.M.» que, en trois ans, les réductions visant le budget de son ministère atteindront jusqu'à 50 p. 100. Cette échéance est dans deux ans ou moins.

Le ministre peut-il nous expliquer la teneur exacte de ces compressions?

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.): Non, monsieur le Président, je ne peux divulguer cela. Comme le député le sait, nous participons actuellement à un examen des programmes, un exercice fondamental que le premier ministre a annoncé en septembre, à Québec, et qui porte sur tous les programmes de chaque ministère et organisme du gouvernement du Canada, sans exception.

J'estime que cet examen est important. C'est un élément fondamental de la stratégie qui nous permettra d'atteindre notre objectif, celui de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB durant la troisième année de notre mandat. Le ministère de l'Industrie est disposé à apporter des modifications qui, comme le député l'a mentionné, entraîneront une baisse de près de 50 p. 100 de notre budget général d'ici la troisième année de notre mandat.

• (1435)

M. Werner Schmidt (Okanagan-Centre, Réf.): Monsieur le Président, c'est justement la réponse que j'attendais du ministre.

À mon avis, il est à peu près temps de parler des mesures concrètes au lieu de s'en tenir aux généralités. Les entreprises canadiennes ont dit très clairement que, pour le gouvernement, la meilleure façon de créer un climat propice à la concurrence, c'est de réduire les impôts. La stratégie industrielle ne prévoit toutefois rien en ce sens.